



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 26 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1971

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
83

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν.Δ. 766. Περί κυρώσεως τῆς ἐν Γουαδαλαχάρα, τῇ 18.9.1961 ὑπογραφείσης, συμπληρωματικῆς τῆς Συμβάσεως Βαρσοβίας, Συμβάσεως, διὰ τὴν ἐνοποίησιν κανόνων τινῶν σχετικῶν πρὸς τὴν πραγματοποιουμένην ὑπὸ προσώπου διαφόρου τοῦ συμβατικοῦ μεταφορέως διεθνῇ ἀεροπορικῇ μεταφορᾷ. 1

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Περί κυρώσεως Πρωτοκόλλου παρατάσεως τῆς μακροπρόθεσμου ἐμπορικῆς συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος—ΕΣΣΔ ὑπογραφὴν τὴν 13.12.1969. 2

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 766

Περί κυρώσεως τῆς ἐν Γουαδαλαχάρα, τῇ 18.9.1961 ὑπογραφείσης, συμπληρωματικῆς τῆς Συμβάσεως Βαρσοβίας, Συμβάσεως, διὰ τὴν ἐνοποίησιν κανόνων τινῶν σχετικῶν πρὸς τὴν πραγματοποιουμένην ὑπὸ προσώπου διαφόρου τοῦ συμβατικοῦ μεταφορέως διεθνῇ ἀεροπορικῇ μεταφορᾷ.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Γουαδαλαχάρα τῇ 18-9-1961 ὑπογραφεῖσα συμπληρωματικὴ τῆς Συμβάσεως Βαρσοβίας, Σύμβασις, διὰ τὴν ἐνοποίησιν κανόνων τινῶν σχετικῶν πρὸς τὴν πραγματοποιουμένην ὑπὸ προσώπου διαφόρου τοῦ συμβατικοῦ μεταφορέως διεθνῇ ἀεροπορικῇ μετα-

φορᾷ, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἔπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Δεκεμβρίου 1970

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΪΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΝΙΚ. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΑΓΓΕΛ. ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ, ΝΙΚΗΤ. ΣΙΩΡΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΔΟΥΒΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΠΥΡ. ΖΑΠΠΑΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΕΜΜΑΝ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ, ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ, ΙΩΑΝ. ΠΑΠΑΒΛΑΧΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΤΗΡΑΙΟΣ, ΠΑΤΑ. ΜΑΝΩΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕΚΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΒΑΛΛΗΣ.

Ἐδωρῆθη καὶ εἰδέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Δεκεμβρίου 1970

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΓΓΕΛΟΣ ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ

CONVENTION

Complémentaire à la Convention de Varsovie, pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel.

LES ETATS SIGNATAIRES DE LA PRESENTE CONVENTION

CONSIDERANT que la Convention de Varsovie ne contient pas de disposition particulière relative au transport aérien international effectué par une personne qui n'est pas partie au contrat de transport.

CONSIDERANT qu'il est donc souhaitable de formuler des règles applicables à cette situation

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article Premier

Dans la présente Convention :

a) «Convention de Varsovie» signifie soit la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie le 12 octobre 1929, soit la Convention de Varsovie, amendée à la Haye en 1955, selon que le transport, aux termes du contrat visé à l'alinéa b), est régi par l'une ou par l'autre;

b) «transporteur contractuel» signifie une personne partie à un contrat de transport régi par la Convention de Varsovie et conclu avec un passager ou un expéditeur ou avec une personne agissant pour le compte du passager ou de l'expéditeur;

c) «transporteur de fait» signifie une personne, autre que le transporteur contractuel, qui, en vertu d'une autorisation donnée par le transporteur contractuel, effectue tout ou partie du transport prévu à l'alinéa b) mais n'est pas, en ce qui concerne cette partie, un transporteur successif au sens de la Convention de Varsovie. Cette autorisation est présumée, sauf preuve contraire.

Article II

Sauf disposition contraire de la présente Convention, si un transporteur de fait effectue tout ou partie du transport qui, conformément au contrat visé à l'article premier, alinéa b) est régi par la Convention de Varsovie, le transporteur contractuel et le transporteur de fait sont soumis aux règles de la Convention de Varsovie, le premier pour la totalité du transport envisagé dans le contrat, le second seulement pour le transport qu'il effectue.

Article III

1. Les actes et omissions du transporteur de fait ou de ses préposés agissant dans l'exercice de leurs fonctions, relatifs au transport effectué par le transporteur de fait, sont réputés être également ceux du transporteur contractuel.

2. Les actes et omissions du transporteur contractuel ou de ses préposés agissant dans l'exercice de leurs fonctions, relatifs au transport effectué par le transporteur de fait, sont réputés être également ceux du transporteur de fait. Toutefois, aucun de ces actes ou omissions ne pourra soumettre le transporteur de fait à une responsabilité dépassant les limites prévues à l'article 22 de la Convention de Varsovie. Aucun accord spécial aux termes duquel le transporteur contractuel assume des obligations que n'impose pas la Convention de Varsovie, aucune renonciation à des droits prévus par ladite Convention ou aucune déclaration spéciale d'intérêt à la livraison, visée à l'article 22 de ladite Convention, n'auront d'effet à l'égard du transporteur de fait, sauf consentement de ce dernier.

Article IV

Les ordres ou protestations à notifier au transporteur, en application de la Convention de Varsovie, ont le même effet qu'ils soient adressés au transporteur contractuel ou au transporteur de fait. Toutefois, les ordres visés à l'article 12 de la Convention de Varsovie n'ont d'effet que s'ils sont adressés au transporteur contractuel.

Article V

En ce qui concerne le transport effectué par le transporteur de fait, tout préposé de ce transporteur ou du transporteur contractuel, s'il prouve qu'il a agi dans l'exercice de ses fonctions, peut se prévaloir des limites de responsabilité applicables, en vertu de la présente Convention, au transporteur dont il est le préposé, sauf s'il est prouvé qu'il a agi de telle façon que les limites de responsabilité ne puissent être invoquées aux termes de la Convention de Varsovie.

Article VI

En ce qui concerne le transport effectué par le transporteur de fait, le montant total de la réparation qui peut être obtenu de ce transporteur, du transporteur contractuel et de leurs préposés quand ils ont agi dans l'exercice de leurs fonctions, ne peut pas dépasser l'indemnité la plus élevée qui peut être mise à charge soit du transporteur contractuel, soit du transporteur de fait, en vertu de la présente Convention, sous réserve qu'aucune des personnes mentionnées dans le présent article ne puisse être tenue pour responsable au delà de la limite qui lui est applicable.

Article VII

Toute action en responsabilité, relative au transport effectué par le transporteur de fait, peut être intentée, au choix du demandeur, contre ce transporteur ou le transporteur contractuel ou contre l'un et l'autre, conjointement ou séparément. Si l'action est intentée contre l'un seulement de ces transporteurs, ledit transporteur aura le droit d'appeler l'autre transporteur en intervention devant le tribunal saisi, les effets de cette intervention ainsi que la procédure qui lui est applicable étant réglés par la loi de ce tribunal.

Article VIII

Toute action en responsabilité, prévue à l'article VII de la présente Convention, doit être portée, au choix du demandeur, soit devant l'un des tribunaux où une action peut être intentée au transporteur contractuel, conformément à l'article 28 de la Convention de Varsovie, soit devant le tribunal du domicile du transporteur de fait ou du siège principal de son exploitation.

Article IX

1. Toute clause tendant à exonérer le transporteur contractuel ou le transporteur de fait de leur responsabilité en vertu de la présente Convention ou à établir une limite inférieure à celle qui est fixée dans la présente Convention est nulle et de nul effet, mais la nullité de cette clause n'entraîne pas la nullité du contrat qui reste soumis aux dispositions de la présente Convention.

2. En ce qui concerne le transport effectué par le transporteur de fait, le paragraphe précédent ne s'applique pas aux clauses concernant la perte ou le dommage résultant de la nature ou du vice propre des marchandises transportées.

3. Sont nulles toutes clauses du contrat de transport et toutes conventions particulières antérieures au dommage par lesquelles les parties dérogeraient aux règles de la présente Convention soit par une détermination de la loi applicable, soit par une modification des règles de compétence. Toutefois, dans le transport des marchandises, les clauses d'arbitrage sont admises, dans les limites de la présente Convention, lorsque l'arbitrage doit s'effectuer dans les lieux de compétence des tribunaux prévus à l'article VIII.

Article X

Sous réserve de l'article VII, aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme affectant les droits et obligations existant entre les deux transporteurs.

Article XI

La présente Convention, jusqu'à la date de son entrée en vigueur dans les conditions prévues à l'article XIII, est ouverte à la signature de tout Etat qui, à cette date, sera membre de l'Organisation des Nations Unies ou d'une Institution spécialisée.

Article XII

1. La présente Convention est soumise à la ratification des Etats signataires,
2. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis du Mexique.

Article XIII

1. Lorsque la présente Convention aura réuni les ratifications de cinq Etats signataires, elle entrera en vigueur entre ces Etats le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt du cinquième instrument de ratification. A l'égard de chaque Etat qui la ratifiera par la suite, elle entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de son instrument de ratification.
2. Dès son entrée en vigueur, la présente Convention sera enregistrée auprès de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'Aviation civile internationale par le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique.

Article XIV

1. La présente Convention sera ouverte, après son entrée en vigueur, à l'adhésion de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou d'une Institution spécialisée.
2. Cette adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis du Mexique et prendra effet le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de ce dépôt.

Article XV

1. Tout Etat contractant peut dénoncer la présente Convention par une notification faite au Gouvernement des Etats-Unis du Mexique.
2. Cette dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique.

Article XVI

1. Tout Etat contractant peut, lors de la ratification de la présente Convention ou de l'adhésion à celle-ci ou ultérieurement, déclarer au moyen d'une notification adressée au Gouvernement des Etats-Unis du Mexique que la présente Convention s'étendra à l'un quelconque des territoires qu'il représente dans les relations extérieures.
2. Quatre-vingt-dix jours après la date de réception de ladite notification par le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique, la présente Convention s'étendra aux territoires visés par la notification.
3. Tout Etat contractant peut, conformément aux dispositions de l'article XV, dénoncer la présente Convention séparément, pour tous ou l'un quelconque des territoires que cet Etat représente dans les relations extérieures.

Article XVII

Il ne sera admis aucune réserve à la présente Convention.

Article XVIII

Le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique notifiera à l'Organisation de l'Aviation civile internationale et à tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une Institution spécialisée :

- a) toute signature de la présente Convention et la date de cette signature;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion et la date de ce dépôt;
- c) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément au premier paragraphe de l'article XIII;
- d) la réception de toute notification de dénonciation et la date de réception;
- e) la réception de toute déclaration ou notification faite en vertu de l'article XVI et la date de réception.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Guadalajara, le dix huitième jour du mois de septembre de l'an mil neuf cent soixante et un en trois textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise et espagnole. En cas de divergence, le texte en langue française, langue dans laquelle la Convention de Varsovie du 12 octobre 1929 avait été rédigée, fera foi. Le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique établira une traduction officielle du texte de la Convention en langue russe.

La présente Convention sera déposée auprès du Gouvernement des Etats Unis du Mexique où, conformément aux dispositions de l'article XI, elle restera ouverte à la signature et ce Gouvernement transmettra des copies certifiées conformes de la présente Convention à l'Organisation de l'Aviation civile internationale et à tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une Institution spécialisée.

Βεβαιούται η ἀκρίβεια τοῦ περιεχομένου ἐκ τοῦ παρ' ἡμῖν φυλαττομένου πρωτοτύπου.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1970

Κ. Δ. ΖΕΠΟΣ

Γραμματεὺς Πρεσβείας Α'

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Συμπληρωματικὴ τῆς Συμβάσεως Βαρσοβίας, διὰ τὴν ἐνοποίησην κανόνων τινῶν σχετικῶν πρὸς τὴν πραγματοποιουμένην ὑπὸ προσώπου διαφόρου τοῦ συμβατικοῦ μεταφορέως διεθνῇ ἀεροπορικῇ μεταφορᾷ.

Τὰ ὑπογράψαντα τὴν παροῦσαν σύμβασιν Κράτη :

Λαβόντα ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ Σύμβασις τῆς Βαρσοβίας δὲν περιέχει εἰδικὴν διάταξιν σχετικὴν πρὸς τὴν διεθνῇ ἀεροπορικῇ μεταφορᾷ τὴν πραγματοποιουμένην ὑπὸ προσώπου ὅπερ δὲν εἶναι μέρος ἐν τῇ συμβάσει μεταφορᾷ.

Λαβόντα ὑπ' ὄψιν ὅτι εἶναι ὅθεν ἐπιθυμητὸν ὅπως διατυπωθῶν κανόνες ἐφαρμοστέοι διὰ τὴν περίπτωσιν ταύτην.

Συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κατωτέρω :

Ἀρθρον I.

Ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει :

α) «Σύμβασις Βαρσοβίας» σημαίνει εἴτε τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Βαρσοβίᾳ τὴν 12ην Ὀκτωβρίου 1929 Σύμβασιν περὶ ἐνοποιήσεως κανόνων τινῶν σχετικῶν πρὸς τὴν διεθνῇ ἀεροπορικῇ μεταφορᾷ, εἴτε τὴν Σύμβασιν ταύτην ὡς ἐ τροποποιήθη ἐν Χάγῃ ἐν ἔτει 1955, ἀναλόγως τοῦ ἐὰν ἡ μεταφορά, κατὰ τοὺς ὅρους τῆς Συμβάσεως τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἐδαφίου β', διέπεται ὑπὸ τῆς μιᾶς ἢ τῆς ἐτέρας Συμβάσεως.

β) «Συμβατικός μεταφορέας» σημαίνει πρόσωπον μέρος εις σύμβασιν μεταφορέας διεπομένης υπό της Συμβάσεως Βαρσοβίας και συναφθείσης μετά επιβάτου ή αποστολέως ή μετά προσώπου ενεργούντος διά λογαριασμόν του επιβάτου ή του αποστολέως.

γ) «Πραγματικός μεταφορέας» σημαίνει πρόσωπον διάφορον του συμβατικού μεταφορέως, ὅπερ δυνάμει ἐξουσιοδότησεως παρασχεθείσης υπό του συμβατικού μεταφορέως, ὅπερ πραγματοποιοῖ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει τὴν προβλεπομένην ἐν τῷ ἐδαφίῳ β) μεταφορὰν, πλὴν ὅμως δὲν εἶναι καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὸ ὑπ' αὐτοῦ πραγματοποιούμενον μέρος τῆς μεταφορᾶς διαδοχικὸς μεταφορέας, κατὰ τὴν ἐννοίαν τῆς Συμβάσεως Βαρσοβίας.

Τοιαύτη ἐξουσιοδότησις τεκμαίρεται, ἐλλείψει ἀποδείξεων περὶ τοῦ ἀντιθέτου.

Ἄρθρον II.

Ἐκτὸς ἀντιθέτου διατάξεως τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐὰν ὁ πραγματικὸς μεταφορέας πραγματοποιῇ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει μεταφορὰν ἥτις, συμφώνως πρὸς τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ ἄρθρον 1 ἐδαφ. β' σύμβασιν, διέπεται ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς Βαρσοβίας ὁ συμβατικὸς μεταφορέας καὶ ὁ πραγματικὸς μεταφορέας ὑπόκεινται εἰς τοὺς κανόνας τῆς Συμβάσεως τῆς Βαρσοβίας, ὁ μὲν πρῶτος, διὰ τὸ σύνολον τῆς προβλεπομένης εἰς τὴν σύμβασιν μεταφορᾶς, ὁ δὲ δεύτερος μόνον διὰ τὴν ὑπ' αὐτοῦ πραγματοποιουμένην τοιαύτην.

Ἄρθρον III.

1. Αἱ πράξεις καὶ παραλείψεις τοῦ πραγματικοῦ μεταφορέως ἢ τῶν ὑπ' αὐτοῦ προστιθέντων, ἐνεργούντων ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων των, αἱ σχέσιν ἔχουσαι μὲ τὴν μεταφορὰν τὴν πραγματοποιουμένην ὑπὸ τοῦ πραγματικοῦ μεταφορέως, θεωροῦνται ὡσαύτως ὡς πράξεις καὶ παραλείψεις τοῦ συμβατικοῦ μεταφορέως.

2. Αἱ πράξεις καὶ παραλείψεις τοῦ συμβατικοῦ μεταφορέως ἢ τῶν ὑπ' αὐτοῦ προστιθέντων, ἐνεργούντων ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων των, αἱ σχέσιν ἔχουσαι μὲ τὴν μεταφορὰν τὴν πραγματοποιουμένην ὑπὸ τοῦ πραγματικοῦ μεταφορέως, θεωροῦνται ὡς πράξεις καὶ παραλείψεις τοῦ πραγματικοῦ μεταφορέως. Ἐν τούτοις οὐδεμία τῶν πράξεων ἢ παραλείψεων τούτων θὰ ὑποβάλλῃ τὸν πραγματικὸν μεταφορέα εἰς εὐθύνην ὑπερβαίνουσαν τὰ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 22 τῆς Συμβάσεως Βαρσοβίας προβλεπόμενα ὅρια.

Οὐδεμία εἰδικὴ συμφωνία δυνάμει τῆς ὁποίας συμβατικὸς μεταφορέας ἀναλαμβάνει ὑποχρεώσεις μὴ ἐπιβαλλομένας ὑπὸ τῆς Συμβάσεως Βαρσοβίας, ἢ οὐδεμία παραίτησις ἀπὸ τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς ἐν λόγω Συμβάσεως δικαιωμάτων ἢ οὐδεμία εἰδικὴ δήλωσις ἀξίας κατὰ τὴν παράδοσιν εἰς τὸν προορισμόν, περὶ ἧς προβλέπει τὸ ἄρθρον 22 τῆς ἐν λόγω Συμβάσεως, θὰ ἔχουν ἰσχὺν καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὸν πραγματικὸν μεταφορέα, ἐκτὸς συγκαταθέσεως τοῦ τελευταίου τούτου.

Ἄρθρον IV.

Αἱ κοινοποιούμεναι πρὸς τὸν μεταφορέα ἐντολαὶ ἢ διαμαρτυρίαι κατ' ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως Βαρσοβίας, ἔχουν τὸ αὐτὸ ἀποτέλεσμα εἴτε αὐταὶ ἀπευθύνονται πρὸς τὸν συμβατικὸν μεταφορέα εἴτε πρὸς τὸν πραγματικὸν τοιοῦτον. Ἐν τούτοις αἱ ἐντολαὶ περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 12 τῆς Συμβάσεως Βαρσοβίας δὲν ἔχουν ἀποτέλεσμα εἰμὴ μόνον ἐὰν ἀπευθύνονται πρὸς τὸν συμβατικὸν μεταφορέα.

Ἄρθρον V.

Καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν πραγματοποιηθεῖσαν ὑπὸ τοῦ πραγματικοῦ μεταφορέως μεταφορὰν, πᾶς προστιθεὶς ὑπὸ τοῦ μεταφορέως τούτου ἢ ὑπὸ τοῦ συμβατικοῦ μεταφορέως, ἐφ' ὅσον ἀποδείξει ὅτι ἐνήργησεν ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων του, δύνатаи νὰ ἐπικαλεσθῇ τὰ ὅρια τῆς εὐθύνης

ἄτινα, δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐφαρμόζονται διὰ τὸν μεταφορέα, τοῦ ὁποίου εἶναι ὑποκατάστατος ἐκτὸς ἐὰν ἀποδειχθῇ ὅτι ἐνήργησε κατὰ τοιοῦτον τρόπον ὥστε νὰ μὴ εἶναι δυνατὴ ἡ δυνάμει τῆς Συμβάσεως Βαρσοβίας ἐπίκλησις τῶν ὁρίων εὐθύνης.

Ἄρθρον VI.

Ὅσον ἀφορᾷ τὴν μεταφορὰν τὴν πραγματοποιουμένην ὑπὸ τοῦ πραγματικοῦ μεταφορέως τὸ συνολικὸν ποσὸν τῆς ἀποζημιώσεως τὸ ὁποῖον δύνатаи νὰ ἐπιτευχθῇ εἰς βάρος τοῦ μεταφορέως τούτου, τοῦ συμβατικοῦ μεταφορέως καὶ τῶν ὑπ' αὐτῶν προστεθέντων, ἐφ' ὅσον ἐνήργησαν ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων των, δὲν δύνатаи νὰ ὑπερβῇ τὸ μέγιστον ποσὸν ἀποζημιώσεως διὰ τοῦ ὁποίου θὰ ἡδύνάτο νὰ ἐπιβαρυνθῇ δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως εἴτε ὁ συμβατικὸς μεταφορέας, εἴτε ὁ πραγματικὸς μεταφορέας, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι οὐδὲν τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ προσώπων θὰ ἡδύνάτο νὰ θεωρηθῇ ὑπεύθυνον διὰ ποσὸν ὑπερβαῖνον τὸ ἐφαρμοστέον δι' αὐτὸ ὄριον.

Ἄρθρον VII.

Πᾶσα περὶ ἀποζημιώσεως ἀγωγή, σχέσιν ἔχουσα μὲ τὴν πραγματοποιουμένην ὑπὸ τοῦ πραγματικοῦ μεταφορέως μεταφορὰν, δύνатаи νὰ ἐγερθῇ κατ' ἐπιλογὴν τοῦ ἐνάγοντος εἴτε κατὰ τοῦ μεταφορέως τούτου, εἴτε κατὰ τοῦ συμβατικοῦ μεταφορέως εἴτε κατὰ ἀμφοτέρων τούτων σωρευτικῶς ἢ κεχωρισμένως.

Ἐὰν ἡ ἀγωγή ἐγερθῇ κατὰ ἐνὸς μόνον ἐκ τῶν μεταφορέων τούτων, ὁ μεταφορέας οὗτος θὰ ἔχῃ δικαίωμα νὰ προσεπικαλέσῃ τὸν ἕτερον μεταφορέα ἵνα παρέμβῃ ἐνώπιον τοῦ δικαστηρίου, τῶν ἐκ τῆς τοιαύτης παρεμβάσεως ἀποτελεσμάτων ὡς καὶ τῆς ὅλης διαδικασίας διεπομένων ὑπὸ τοῦ δικαίου τοῦ ἐπιληφθέντος τῆς υποθέσεως δικαστηρίου.

Ἄρθρον VIII.

Πᾶσα περὶ εὐθύνης ἀγωγή, προβλεπομένη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου VII τῆς παρούσης Συμβάσεως, δέον νὰ ἐγερθῇ κατ' ἐπιλογὴν τοῦ ἐνάγοντος, εἴτε ἐνώπιον ἐνὸς τῶν δικαστηρίων ἐνώπιον τῶν ὁποίων δύνатаи, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 28 τῆς Συμβάσεως Βαρσοβίας, νὰ ἐγερθῇ ἀγωγή κατὰ τοῦ συμβατικοῦ μεταφορέως, εἴτε ἐνώπιον τοῦ δικαστηρίου τῆς κατοικίας τοῦ πραγματικοῦ μεταφορέως ἢ τῆς κυρίας ἐδρας τῆς ἐπιχειρήσεώς του.

Ἄρθρον IX.

1. Πᾶσα ρήτρα περὶ ἀπαλλαγῆς τοῦ συμβατικοῦ ἢ τοῦ πραγματικοῦ μεταφορέως ἀπὸ τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εὐθύνης των, ἢ περὶ καθορισμοῦ ὁρίων εὐθύνης κατωτέρων τῶν ὀριζόμενων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, εἶναι ἄκυρος καὶ ἀνίσχυρος ἐν τούτοις ἡ ἀκυρότης τῆς τοιαύτης ρήτρας δὲν συνεπάγεται καὶ τὴν ἀκυρότητα τῆς συμβάσεως, ἡ ὁποία ἐξακολουθεῖ νὰ ὑπόκειται εἰς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Ὅσον ἀφορᾷ τὴν πραγματοποιουμένην ὑπὸ τοῦ πραγματικοῦ μεταφορέως μεταφορὰν, ἡ προηγουμένη παράγραφος δὲν θὰ ἔχῃ ἐφαρμογὴν ἐπὶ τῶν ρητρῶν τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν ἀπώλειαν ἢ ζημίαν τὴν προκύπτουσαν ἐξ αὐτῆς τῆς φύσεως ἢ ἐξ ἰδίου ἐλαττώματος τῶν μεταφερομένων ἐμπορευμάτων.

3. Πᾶσαι αἱ ρήτραι τῆς συμβάσεως μεταφορᾶς καὶ πᾶσαι αἱ προγενέστεραι τῆς ζημίας εἰδικαὶ συμφωνίαι, διὰ τῶν ὁποίων τὰ συμβαλλόμενα μέρη ἠθέλον παρεκκλίνει τῶν κανόνων τῆς παρούσης Συμβάσεως, εἴτε διὰ τοῦ καθορισμοῦ τοῦ ἐφαρμοστέου νόμου, εἴτε διὰ τῆς τροποποιήσεως τινὸς τῶν περὶ ἀρμοδιότητος κανόνων, εἶναι ἄκυροι. Ἐν τούτοις, προκειμένου περὶ τῆς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων, αἱ περὶ διαιτησίας ρήτραι ἐπιτρέπονται, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡσάκις ἡ διαιτησία πρόκειται νὰ λάβῃ χώραν εἰς τοὺς ἐν τῷ ἄρθρῳ VIII προβλεπομένους τόπους ἀρμοδιότητος τῶν δικαστηρίων.

"Άρθρον Χ.

Υπό την επιφύλαξιν του άρθρου VII ούδεμία διάταξις της παρούσης Συμβάσεως δύναται νά ἐρμηνευθῇ ὡς ἐπηρεάζουσα τὰ ὑφιστάμενα μεταξύ τῶν δύο μεταφορέων δικαίωματα καὶ ὑποχρεώσεις.

"Άρθρον XI.

Μέχρι τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ "Άρθρου XIII, θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφήν ὑπὸ παντὸς Κράτους τὸ ὅποιον κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην θὰ εἶναι μέλος τοῦ "Οργανισμοῦ "Ηνωμένων Ἐθνῶν ἢ οἰοῦν δῆποτε τῶν Εἰδικευμένων Ὄργανισμῶν.

"Άρθρον XII.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις ὑπόκειται εἰς τὴν ἐπικύρωσιν τῶν υπογραψάντων Κρατῶν.

2. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως κατατίθενται παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῶν Ἑνωμένων Πολιτειῶν τοῦ Μεξικοῦ.

"Άρθρον XIII.

1. Εὐθὺς ὡς πέντε υπογράψαντα Κράτη καταθέσουν τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως τῆς παρούσης Συμβάσεως, αὕτη θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μεταξύ τούτων τὴν ἐνενηκοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ πέμπτου ὁργάνου ἐπικυρώσεως. Θὰ τίθεται ἐν ἰσχύϊ ὡς πρὸς ἕκαστον Κράτος ἐπικυρῶν ταύτην μεταγενεστέρως, τὴν ἐνενηκοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ ὁργάνου ἐπικυρώσεως αὐτοῦ.

2. Εὐθὺς ὡς ἡ παροῦσα Σύμβασις τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, θὰ καταχωρισθῇ παρὰ τῷ Ὄργανισμῷ Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῷ Ὄργανισμῷ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῶν Ἑνωμένων Πολιτειῶν τοῦ Μεξικοῦ.

"Άρθρον XIV.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις μετὰ τὴν ἑναρξιν τῆς ἰσχύος της θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὴ πρὸς προσχώρησιν ὑπὸ παντὸς Κράτους μέλους τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν ἢ οἰοῦν δῆποτε τῶν Εἰδικευμένων Ὄργανισμῶν.

2. Ἡ προσχώρησις αὕτη θὰ πραγματοποιηθῇ διὰ τῆς καταθέσεως τοῦ ὁργάνου προσχώσεως παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῶν Ἑνωμένων Πολιτειῶν τοῦ Μεξικοῦ καὶ θὰ ἔχῃ ἀποτέλεσμα τὴν ἐνενηκοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς καταθέσεως ταύτης.

"Άρθρον XV.

1. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος δύναται νά καταγγεῖλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνόμενης πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τῶν Ἑνωμένων Πολιτειῶν τοῦ Μεξικοῦ.

2. Ἡ καταγγελία αὕτη θὰ ἔχῃ ἀποτέλεσμα μετὰ πάροδον ἑξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῶν Ἑνωμένων Πολιτειῶν τοῦ Μεξικοῦ.

"Άρθρον XVI.

1. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος δύναται κατὰ τὴν κύρωσιν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ κατὰ τὴν προσχώρησιν εἰς ταύτην ἢ καὶ μεταγενέστερον, νά δηλώσῃ διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνόμενης πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τῶν Ἑνωμένων Πολιτειῶν τοῦ Μεξικοῦ ὅτι ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ἐπεκτείνεται ἐφ' οἰοῦν δῆποτε ἐκ τῶν ἑδαφῶν ἅτινα ἐκπροσωπεῖ εἰς τὰς ἐξωτερικὰς σχέσεις τὸ ἐν λόγῳ κράτος.

2. Ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ἐπεκτείνεται ἐπὶ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν τοιαύτην γνωστοποίησιν ἑδαφῶν ἐνενηκοντὰ ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῶν Ἑνωμένων Πολιτειῶν τοῦ Μεξικοῦ.

3. Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος δύναται, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ άρθρου XV, νά καταγγεῖλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν κεχωρισμένως δι' οἰοῦν δῆποτε ἢ δι' ἅπαντα τὰ ἑδάφη, ἅτινα τὸ Κράτος τοῦτο ἐκπροσωπεῖ εἰς τὰς ἐξωτερικὰς σχέσεις.

"Άρθρον XVII.

Οὐδεμία ἐπιφύλαξις δύναται νά γίνῃ ἀποδεκτὴ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

"Άρθρον XVIII.

Ἡ Κυβέρνησις τῶν Ἑνωμένων Πολιτειῶν τοῦ Μεξικοῦ θὰ γνωστοποιῇ πρὸς τὸν Ὄργανισμὸν Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας καὶ πρὸς ἅπαντα τὰ Κράτη μέλη τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν ἢ οἰοῦν δῆποτε τῶν Εἰδικευμένων Ὄργανισμῶν :

α) Πᾶσαν ὑπογραφήν τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς υπογραφῆς ταύτης.

β) Τὴν κατάθεσιν παντὸς ὁργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχώρησης καὶ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως ταύτης.

γ) Τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἡ παροῦσα Σύμβασις τίθεται ἐν ἰσχύϊ συμφώνως πρὸς τὴν πρώτην παράγραφον τοῦ άρθρου XIII.

δ) Τὴν λήψιν πάσης γνωστοποιήσεως καταγγελίας καὶ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς τοιαύτης λήψεως.

ε) Τὴν λήψιν πάσης δηλώσεως ἢ γνωστοποιήσεως γενομένης συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον XVI καὶ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς τοιαύτης λήψεως.

Εἰς ΠΙΣΤΩΣΙΝ τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

ΕΓΕΝΕΤΟ ἐν Γουαδαλαχάρα, τὴν δεκάτην ὀγδόην ἡμέραν τοῦ μηνὸς Σεπτεμβρίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐνεακοσιοστοῦ ἐξηκοστοῦ πρώτου ἔτους, συνταχθεῖσα εἰς τρία αὐθεντικὰ κείμενα εἰς τὴν Γαλλικὴν, Ἀγγλικὴν καὶ Ἰσπανικὴν. Ἐν περιπτώσει διαφορᾶς θὰ λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν τὸ κείμενον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν εἰς ἣν συνετάχθη ἡ Σύμβασις Βαρσοβίας τῆς 12ης Ὀκτωβρίου 1929. Ἡ Κυβέρνησις τῶν Ἑνωμένων Πολιτειῶν τοῦ Μεξικοῦ θὰ καταρτίσῃ ἐπίσημον μετάφρασιν τοῦ κειμένου τῆς Συμβάσεως εἰς τὴν Ρωσικὴν γλῶσσαν.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ κατατεθῇ παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῶν Ἑνωμένων Πολιτειῶν τοῦ Μεξικοῦ παρὰ τῇ ὁποίᾳ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ άρθρου XI, θέλει παραμείνῃ ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφήν ἢ δὲ Κυβέρνησις αὕτη θὰ διαβιβάσῃ κεκυρωμένα ἀντίγραφα τῆς παρούσης Συμβάσεως πρὸς τὸν Ὄργανισμὸν Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας καὶ πρὸς ἅπαντα τὰ Κράτη μέλη τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν ἢ οἰοῦν δῆποτε τῶν Εἰδικευμένων Ὄργανισμῶν.

Διὰ τὴν ἀκρίβειαν τῆς μεταφράσεως ἐκ τοῦ παρ' ἡμῖν φυλασσομένου ἀκριβοῦς ἀντιγράφου τοῦ πρωτοτύπου.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1970

Κ. Δ. ΖΕΠΟΣ

Γραμματεὺς Πρεσβείας Α'

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

(2)

Περὶ κυρώσεως Πρωτοκόλλου παρατάσεως τῆς μακροπρόθεσμου ἐμπορικῆς συμφωνίας μεταξύ Ἑλλάδος — ΕΣΣΔ ὑπογραφὴν τὴν 13.12.1969.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΚΑΙ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 3 παρ. τοῦ Νόμου 5426)32 «περὶ περιορισμοῦ εἰσαγωγῆς ἐμπορευμάτων», ἀποφασίζομεν :

Ἐγκρίνομεν τὸ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφέν τὴν 13ην Δεκεμβρίου 1969 Πρωτόκολλον περὶ παρατάσεως διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1970 μέχρι τῆς 31 Δεκεμβρίου 1971 τῆς ἰσχύος τῆς ὑπογραφείσης τὴν 13ην Ὀκτωβρίου 1964 Μακροπροθέμου Συμφωνίας περὶ ἀμοιβαίων παραδόσεων ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς ΕΣΣΔ κυρωθείσης διὰ τοῦ Ν. Δ. ὑπ' ἀριθ. 4566)3.10.66 ΦΕΚ Α' 212)1966.

Τὸ κείμενον τοῦ ὡς ἄνω Πρωτοκόλλου ἐπεταὶ ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν ἐλληνικὴν γλῶσσαν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Φεβρουαρίου 1971

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΦΗΡΟΣ

ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ Χ. ΞΑΝΘΟΠΟΥΛΟΣ—ΠΑΛΑΜΑΣ

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΖΑΠΠΑΣ

Π Ρ Ω Τ Ο Κ Ο Λ Λ Ο Ν

Περὶ παρατάσεως τῆς ἰσχύος τῆς Μακροπροθέμου Συμφωνίας περὶ ἀμοιβαίων παραδόσεων ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ε.Σ.Σ.Δ. διὰ τὴν περίοδον 1965—1969 ὑπογραφείσης τὴν 13ην Ὀκτωβρίου 1964.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, ἐν ὅψει τῆς λήξεως τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1969 τῆς ἰσχύος τῆς Μακροπροθέμου Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς ΕΣΣΔ περὶ ἀμοιβαίων παραδόσεων ἐμπορευμάτων διὰ τὴν περίοδον 1965—1969, ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 13ην Ὀκτωβρίου 1964, συνεφώνησαν τὰ ἑξῆς:

1. Ἡ ἰσχύς τῆς Μακροπροθέμου Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς ΕΣΣΔ περὶ ἀμοιβαίων παραδόσεων ἐμπορευμάτων διὰ τὴν περίοδον 1965—1969, ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 13ην Ὀκτωβρίου 1964, παρατείνεται διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1970 μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1971.

Αἱ ἀρμόδιαι Ἀρχαὶ τῶν δύο Κυβερνήσεων κατὰ τὴν διάρκειαν ἐκάστης ἐτησίας περιόδου, θὰ ἐκδίδουν τὰς ἀναγκαίας ἀδείας διὰ τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν ἐμπορευμάτων ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ποσοστῶσεων τῶν προβλεπομένων διὰ τὸ ἔτος 1969 εἰς τοὺς πίνακας «1» καὶ «2» τοὺς προσηρτημένους

εἰς τὴν Μακροπρόθεμον Συμφωνίαν τῆς 13ης Ὀκτωβρίου 1964.

Ἐάν, οὐδὲν ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ζηλώσῃ ἕνα μῆνα πρὸ τῆς λήξεως τῆς ρηθείσης ὡς ἄνω περιόδου τὴν ἐπιθυμίαν του, ὅπως παύσῃ ἡ ἰσχύς τῆς ὡς ἄνω Μακροπροθέμου Συμφωνίας, αὕτη θὰ ἐξακολουθήσῃ ἰσχύουσα μέχρις ὅτου ἐν ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἤθελε καταγγεῖλαι ταύτην μὲ προειδοποίησιν ἐνὸς μηνός.

2. Ἐν συναρτήσει μὲ τὴν παράτασιν τῆς ἰσχύος τῆς ὡς ἄνω Μακροπροθέμου Συμφωνίας, τῆς 13ης Ὀκτωβρίου 1964, ἡ Συμφωνία ἐμπορικῶν συναλλαγῶν καὶ πληρωμῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν τῆς 28ης Ἰουλίου 1953 θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1971 καὶ θὰ εἶναι δυνατὸν νὰ παραταθῇ περαιτέρω συμφῶνως πρὸς τὸ ἄρθρον 10 αὐτῆς.

3. Ἐπὶ τῷ τέλει τῆς δημιουργίας τῶν πλέον εὐνοϊκῶν συνθηκῶν διὰ τὴν ὁμαλὴν λειτουργίαν τῆς ὡς ἄνω διμεροῦς Συμφωνίας ἐμπορίου καὶ πληρωμῶν καὶ πρὸς ἐξασφάλισιν ἰσορροπίας ἀναπτύξεως τοῦ μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἐμπορίου πρὸς ἀμοιβαῖον ὄφελος αὐτῶν εἰς τὸ σήμερον ὑπογραφόμενον Εἰδικὸν Πρωτόκολλον ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν προβλέπεται ἡ παραχώρησις ἐκ μέρους τῆς Ἑλλάδος δαπανητικῶν ποσοστῶσεων ἐπὶ τῶν ὑπ' αὐτοῦ ὀριζομένων προϊόντων τῆς Ε.Σ.Σ.Δ.

4. Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον τίθεται ἐν ἰσχύϊ συγχρόνως μὲ τὴν θέσιν ἐν ἰσχύϊ τοῦ Εἰδικοῦ Πρωτοκόλλου τοῦ ἀναφερομένου ἐν τῇ παραγράφῳ 3 τοῦ παρόντος. Ἐν πάσῃ περιπτώσει αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου θὰ ἐφαρμόζονται προσωρινῶς ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1970.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 13ῃ Δεκεμβρίου 1969, εἰς δύο πρωτότυπα, ἕκαστον τῶν ὁποίων εἶναι συντεταγμένον εἰς τὴν ἐλληνικὴν καὶ ρωσικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Κατ' ἐξουσιοδότησιν τῆς Κυβερνήσεως

τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος

ΑΘΑΝ. Γ. ΠΑΛΛΑΝΤΙΟΣ

Κατ' ἐξουσιοδότησιν τῆς Κυβερνήσεως

τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν

ΕΥΓ. Π. ΓΚΟΥΡΩΦ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἑτησία συνδρομή τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	350
3. » » » Γ'	»	300
4. » » » Δ'	»	500
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	300
6. » » Παράρτημα	»	200
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κ.λ.π.	»	750
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.500

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἡμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογούν τὰ ἐξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	17,50
3. » » » Γ'	»	15.—
4. » » » Δ'	»	25.—
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15.—
6. » » Παράρτημα	»	10.—
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	37,50
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10.—
9. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	125.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ...	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις, τῶν κατὰ τὸ ἀρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, ὡς καὶ τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδοπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν.	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939.	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπων ἐν Ἑλλάδι ἄλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν κατὰ τὸ ἀρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	1000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	5.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγματεύσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67 Δραχ. | 500 |

13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67 » | 500 |

Β. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

Γ. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν—Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων

1. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν—Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	500
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν—Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	500

II. Εἰς τὸ Δ' Τεύχος καὶ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἱμαστικῶν υδάτων ...	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὁρίσθη εἰς 5%.

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ—ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντὶ ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνη τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε. Τ.

Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ